

**Comité préparatoire  
de la Conférence des Parties  
chargée d'examiner le Traité  
sur la non-prolifération  
des armes nucléaires en 2015**

26 avril 2012  
Français  
Original : anglais

**Première session**

Vienne, 30 avril-11 mai 2012

**Désarmement nucléaire**

**Document de travail présenté par le Groupe des États  
non alignés parties au Traité sur la non-prolifération  
des armes nucléaires\*\***

1. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires souligne que le Traité constitue un fondement essentiel de la mise en œuvre du désarmement nucléaire et un instrument clef de la lutte contre la prolifération verticale aussi bien qu'horizontale des armes nucléaires.
2. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires réaffirme les positions de principe du Mouvement des pays non alignés en ce qui concerne le désarmement nucléaire, qui reste sa première priorité, et la question connexe de la non-prolifération nucléaire sous tous ses aspects. Il rappelle également qu'il importe de mener parallèlement les efforts en faveur de la non-prolifération nucléaire, d'une part, et du désarmement nucléaire, d'autre part. Le Groupe insiste sur son inquiétude quant au danger que représentent pour l'humanité la subsistance des armes nucléaires et leur emploi potentiel ou la menace de leur utilisation. Il réitère également que l'élimination complète des armes nucléaires est le seul moyen de s'en protéger de manière absolue.
3. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires reste profondément soucieux des doctrines de défense stratégique des États dotés de l'arme nucléaire qui explicitent les raisons du recours aux armes nucléaires, comme l'illustre l'examen du dispositif nucléaire récemment mené par l'un de ces États, qui envisage d'élargir la définition des cas dans lesquels ces armes peuvent être utilisées.
4. Il reste également vivement préoccupé par le concept stratégique pour la défense et la sécurité des membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, qui justifie l'emploi ou la menace de l'utilisation d'armes nucléaires et pérennise

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (26 avril 2013).

\*\* Le présent document de travail n'a pas été revu par les services d'édition.



des notions indéfendables concernant la sécurité internationale, basées sur la promotion et le développement d'alliances militaires et de politiques de dissuasion nucléaire.

5. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires souligne que le multiculturalisme et les solutions convenues au niveau multilatéral, conformément à la Charte des Nations Unies, sont le seul moyen viable de traiter les questions de désarmement et de sécurité internationale.

6. Il relance un appel fort à la réalisation de la totalité des engagements sans équivoque pris par les États dotés d'armes nucléaires, à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000, de parvenir à l'élimination complète de leurs arsenaux nucléaires et par là même au désarmement nucléaire, ce qui a aussi été réaffirmé par la Conférence des Parties de 2010. Ces engagements doivent se concrétiser sans plus de retard par une accélération des négociations et la mise en œuvre des 13 mesures pratiques devant permettre de progresser systématiquement sur la voie d'un monde exempt d'armes nucléaires, comme il a été convenu à la Conférence d'examen de 2000. Ils doivent également refléter les conclusions et recommandations concernant des mesures de suivi formulées à la Conférence d'examen de 2010, qui a confirmé le maintien de la validité de ces engagements.

7. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires rappelle que, aux fins de la mise en œuvre intégrale, effective et urgente de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ainsi que du paragraphe 3 et du paragraphe 4, alinéa c), de la décision de 1995 intitulée « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires », et faisant fond sur les mesures concrètes convenues dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000, la Conférence de 2010 a arrêté le plan d'action sur le désarmement nucléaire qui énonce des mesures concrètes en vue de l'élimination totale des armes nucléaires. Par conséquent, le Groupe encourage vivement la mise en œuvre rapide et complète de ce plan d'action.

8. Il signale de nouveau que, par la réalisation de leurs engagements sans équivoque de parvenir à l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires, les États dotés de l'arme nucléaire se sont engagés à redoubler d'efforts pour réduire et finalement éliminer tous types d'armes nucléaires, déployées et non déployées, notamment par le biais de mesures unilatérales, bilatérales, régionales et multilatérales. À cet égard, le Groupe demande à ces États de respecter parfaitement ces engagements.

9. À ce propos, il met l'accent, en particulier, sur l'importance primordiale et la nécessité urgente de réaliser intégralement et rapidement les engagements pris par les États dotés de l'arme nucléaire en vertu de la mesure n° 5 du plan d'action sur le désarmement nucléaire arrêté par la Conférence d'examen de 2010. Dans cette optique, le Groupe rappelle en outre que ces États se sont engagés à accélérer les progrès concrets sur les mesures tendant au désarmement nucléaire, notamment a) en progressant rapidement vers une réduction globale du stock mondial de tous les types d'armes nucléaires; b) en abordant la question concernant toutes les armes nucléaires, quel que soit leur type ou leur emplacement, en tant que partie intégrante du processus général de désarmement nucléaire; c) en réduisant encore le rôle et

l'importance des armes nucléaires dans tous les concepts, doctrines et politiques militaires et de sécurité; d) en examinant les politiques susceptibles d'empêcher le recours aux armes nucléaires et d'aboutir à terme à leur élimination, de réduire le danger de guerre nucléaire et de contribuer à la non-prolifération et au désarmement nucléaires; e) en prenant en considération les intérêts légitimes des États non dotés d'armes nucléaires pour ce qui est de réduire encore le niveau de disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires selon des modalités propres à favoriser la stabilité et la sécurité internationales; f) en réduisant le risque d'emploi accidentel des armes nucléaires; et g) en améliorant encore la transparence et en renforçant la confiance mutuelle.

10. Par ailleurs, le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires invite les États dotés de l'arme nucléaire à présenter, en 2014 au Comité préparatoire, des rapports de fond exhaustifs sur leurs engagements pris en vertu de la mesure n° 5 du plan d'action sur le désarmement nucléaire arrêté par la Conférence d'examen de 2010 afin de permettre à la Conférence d'examen de 2015 de dresser un bilan et d'envisager les prochaines mesures à prendre en vue de l'application intégrale de l'article VI du Traité visant à parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires.

11. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires s'inquiète beaucoup de l'absence continue de progrès dans le domaine du désarmement nucléaire, ce qui pourrait entraver l'objet et la finalité du Traité. De plus, il regrette profondément l'attitude rigide de certaines puissances nucléaires qui empêche la Conférence du désarmement de créer un comité spécial du désarmement nucléaire. La négociation d'un programme d'élimination progressive des armes nucléaires assorti d'un calendrier précis, comprenant notamment une convention sur les armes nucléaires, est indispensable et doit commencer sans plus attendre. À cet égard, le Groupe demande une fois encore la création, à titre tout à fait prioritaire, d'un comité spécial du désarmement nucléaire. Il rappelle en outre la mesure n° 6 du plan d'action sur le désarmement nucléaire arrêté par la Conférence d'examen de 2010, par laquelle tous les États ont convenu qu'il est nécessaire que la Conférence du désarmement constitue immédiatement un organe subsidiaire pour traiter du désarmement nucléaire, dans le cadre d'un programme de travail concerté, complet et équilibré.

12. En ce sens, le Groupe invite de nouveau la Conférence à arrêter un programme de travail équilibré et complet. À ce sujet, il adresse ses remerciements au représentant de l'Algérie, sous la présidence de laquelle la Conférence a adopté (sans toutefois appliquer) la décision CD/1864, et aux représentants des États Membres et observateurs du Mouvement des pays non alignés qui ont par la suite présidé la Conférence, dont, plus récemment, le représentant de l'Égypte, au titre de ses efforts intarissables et de la présentation d'un projet de décision sur le programme de travail pour la session de 2012 (voir CD/1933/Rev.1).

13. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires s'inquiète de l'incapacité dans laquelle la Conférence du désarmement se trouve encore de reprendre la négociation d'un traité non discriminatoire, multilatéral et effectivement vérifiable sur le plan international, interdisant la production de matières fissiles destinées aux armes nucléaires et autres engins explosifs, s'agissant notamment de toutes les mesures concrètes visant à éliminer définitivement la production passée et les stocks actuels de ces matières,

compte tenu des objectifs du désarmement nucléaire et de ceux de la non-prolifération. Dans cette optique, il est instamment demandé à la Conférence du désarmement de convenir d'un programme de travail prévoyant l'ouverture immédiate et la conclusion dans les cinq ans de négociation sur un traité de ce type.

14. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires reconfirme que la négociation d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles doit être menée conformément à la déclaration du Coordonnateur spécial de 1995 (CD/1299) et au mandat y figurant (« Mandat Shannon »), compte tenu des objectifs du désarmement nucléaire et de la non-prolifération, en sus de toutes les questions connexes, notamment la production passée et les stocks actuels de matières fissiles destinées à la fabrication d'armes ou autres dispositifs explosifs nucléaires. Il s'inquiète également des tentatives par lesquelles on cherche à limiter la négociation d'un traité sur les matières fissiles, dont il est question dans le Mandat Shannon, qui a été approuvé à la Conférence d'examen et de prorogation de 1995, ainsi qu'aux Conférences d'examen de 2000 et 2010. À cet égard, le Groupe reconnaît que les États non dotés d'armes nucléaires parties au Traité ont déjà convenu de s'engager juridiquement à ne pas produire de matières fissiles destinées à la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires.

15. Il reste profondément soucieux de constater qu'on ne progresse pas sur la voie de l'élimination totale des armes nucléaires, malgré les quelques rapports qui font état de réductions bilatérales et unilatérales des arsenaux. Ces réductions sont menacées par la modernisation des armes nucléaires, de leurs vecteurs et de l'infrastructure associée qu'entreprennent les États dotés de l'arme nucléaire. Afin d'honorer leurs obligations prévues à l'article VI du Traité et leurs engagements énoncés dans les 13 mesures concrètes et le plan d'action de 2010 sur le désarmement nucléaire, ces États doivent immédiatement cesser leurs projets d'investissement accru en vue de la modernisation, de l'amélioration, de la rénovation ou du prolongement de la durée de vie de leurs armes nucléaires et des installations connexes. Le Groupe s'inquiète également de l'existence et de la mise en position de dizaines de milliers de ces armes, dont le nombre exact n'est pas connu avec certitude parce que les divers programmes d'armement nucléaire manquent de transparence.

16. À ce propos, tout en prenant note de la signature du Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (nouveau START), le Groupe confirme la validité de sa position exprimée lors de l'adoption de la résolution 65/61 de l'Assemblée générale sur les réductions bilatérales des arsenaux d'armes nucléaires stratégiques et le nouveau cadre de relations stratégiques. Il craint également que les engagements nationaux pour la modernisation des armes nucléaires en échange de la ratification de ce traité mettent à mal les réductions minimales convenues dans celui-ci.

17. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires insiste sur le fait que la réduction du nombre d'armes déployées et de leur statut opérationnel ne peut se substituer à des réductions irréversibles et à l'élimination totale des armes nucléaires. Il demande par conséquent à la Fédération de Russie et aux États-Unis d'appliquer les principes de transparence, d'irréversibilité et de vérifiabilité à ces réductions et de réduire

davantage leurs arsenaux nucléaires, qu'il s'agisse tant des ogives que de leurs vecteurs, afin de faciliter l'exécution de leurs obligations de désarmement nucléaire et la réalisation d'un monde exempt d'armes nucléaires le plus tôt possible. Le Groupe rappelle en outre que la Fédération de Russie et les États-Unis se sont engagés, en vertu de la mesure n° 4 du plan d'action sur le désarmement nucléaire arrêté par la Conférence d'examen de 2010, à appliquer intégralement le Traité sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (nouveau START), et les prie instamment d'adopter toutes les mesures requises pour réduire davantage leurs arsenaux nucléaires en vue de parvenir à l'élimination complète des armes nucléaires.

18. Il estime que l'abrogation du Traité entre les États-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur la limitation des systèmes antimissiles balistiques soulève de nouvelles difficultés du point de vue de la stabilité stratégique et de la prévention de la course aux armements dans l'espace. Le Groupe continue de craindre que la mise en œuvre de systèmes nationaux et stratégiques de missiles de défense déclenche une course aux armements, ou plusieurs, et ouvre la voie au perfectionnement de systèmes de missiles avancés et à l'augmentation du nombre d'armes nucléaires. À l'instar de l'Assemblée générale, dans sa résolution 66/27, il insiste sur l'urgente nécessité de reprendre à la Conférence du désarmement les travaux de fond sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

19. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires estime également que la fabrication et l'amélioration qualitative des armes nucléaires, la mise au point de nouveaux types d'armes nucléaires de pointe, la définition de nouvelles cibles dans le cadre d'une action antiprolifération agressive et l'absence de progrès dans la réduction du rôle que jouent les armes nucléaires dans les politiques de sécurité vont à l'encontre des engagements pris en matière de désarmement.

20. Il insiste sur le fait que la Cour internationale de Justice a conclu à l'unanimité à l'existence de l'obligation de poursuivre de bonne foi et de faire aboutir les négociations devant conduire au désarmement nucléaire sous tous ses aspects sous un contrôle international strict et efficace.

21. Rappelant la déclaration sur l'élimination complète des armes nucléaires adoptée par la seizième Conférence ministérielle et Réunion commémorative du Mouvement des pays non alignés, tenue à Bali (Indonésie) du 23 au 27 mai 2011, le Groupe réitère sa volonté ferme d'œuvrer pour l'organisation d'une conférence internationale de haut niveau ayant pour but de trouver les moyens d'éliminer les armes nucléaires, le plus tôt possible. L'objectif est d'arrêter un programme échelonné tendant à l'élimination complète de ces armes dans des délais fixés, d'interdire leur mise au point, fabrication, acquisition, expérimentation, stockage, transfert, emploi ou la menace de leur utilisation, et de prévoir les modalités de leur destruction.

22. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires souligne que la prorogation illimitée du Traité n'implique pas que les États dotés de l'arme nucléaire posséderont leurs arsenaux nucléaires indéfiniment. Il considère, à cet égard, qu'une telle hypothèse est incompatible avec l'intégrité et la pérennité du régime de non-prolifération nucléaire, que ce soit sur le plan vertical ou sur le plan horizontal, et avec l'objectif plus large de maintenir la paix et la sécurité au niveau international.

23. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires réaffirme par ailleurs que, en attendant l'élimination complète des armes nucléaires, tous les États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité doivent obtenir des puissances nucléaires des garanties contre l'emploi ou la menace de l'utilisation de telles armes en procédant urgemment à la conclusion d'un instrument universel, inconditionnel et juridiquement contraignant sur les garanties de sécurité.

24. Il répète que, conformément à la Charte des Nations Unies, les États doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, de menacer ou d'utiliser la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un État ou de toute autre manière incompatible avec les objectifs des Nations Unies.

25. À ce sujet, le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires cite l'avis consultatif du 8 juillet 1996 de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*, selon lequel il n'existe dans le droit international coutumier ou conventionnel aucune autorisation spécifique de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires et que cette menace ou cet emploi seraient, d'une manière générale, contraires aux règles du droit international applicable en période de conflit armé, notamment aux principes et règles du droit humanitaire.

26. Par conséquent, le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est d'avis que, en attendant l'élimination complète des armes nucléaires, à titre de seule garantie absolue contre l'emploi ou la menace de l'utilisation d'armes nucléaires, les puissances nucléaire doivent sérieusement s'abstenir, en toutes circonstances, d'utiliser ou de menacer d'utiliser des armes nucléaires à l'encontre des États qui sont parties au Traité qui n'en sont pas dotés. Il pense que cette utilisation ou menace violerait les principes de la Charte des Nations Unies et du droit international, en particulier le droit humanitaire international. Le Groupe est d'ailleurs convaincu que le simple fait de posséder des armes nucléaires est incompatible avec les principes de ce droit. À cet égard, il encourage vivement tous les États, notamment ceux dotés de l'arme nucléaire, à exclure complètement de leurs doctrines militaires l'emploi ou la menace de l'utilisation de ces armes.

27. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires réaffirme la validité de son document de travail sur les éléments d'un plan d'action pour l'élimination des armes nucléaires, qui a été présenté à la Conférence d'examen de 2010 (voir le document NPT/CONF.2010/WP.47, reproduit à l'annexe jointe au présent document de travail). Il est déterminé à intégrer ce plan d'action dans le document final issu de l'examen du Traité prévu en 2015, et souhaite instamment qu'il soit donné suite à cette volonté. À ce sujet, le Groupe invite les États dotés de l'arme nucléaire à réaliser rapidement et intégralement toutes les mesures qui figurent dans le plan d'action conformément au calendrier envisagé et à un rythme permettant de rattraper le temps déjà écoulé.

28. Il réitère son appel à la création, en priorité, d'un organe subsidiaire sur le désarmement nucléaire relevant de la Première Commission et chargé d'étudier la mise en œuvre des engagements au titre de l'article VI du Traité et des mesures concrètes supplémentaires nécessaires pour réaliser des progrès sur cette voie.

29. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires fait remarquer avec inquiétude l'absence d'accord sur un certain nombre de ses priorités majeures, notamment l'ouverture de négociations sur une convention sur les armes nucléaires, et manifeste sa volonté de poursuivre son action collective visant à concrétiser ces priorités lors de l'examen du Traité en 2015.

## Annexe

### **Éléments d'un plan d'action pour l'élimination des armes nucléaires**

#### **Document de travail présenté par le Groupe des États membres du Mouvement des pays non alignés parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires\***

#### **Introduction**

1. En dépit de certains signes et faits nouveaux positifs en matière de désarmement nucléaire, le monde fait toujours face à des problèmes non résolus. Certes, les déclarations d'intention récentes de certains États dotés d'armes nucléaires qui disent vouloir instaurer un monde exempt d'armes nucléaires sont prometteuses mais toujours est-il que ces États doivent prendre d'urgence des mesures concrètes, conformément aux engagements qu'ils ont pris au niveau multilatéral, s'ils veulent parvenir à un désarmement général et complet. Tant que le rôle des armes nucléaires dans le contexte de la sécurité ne sera pas délégitimé et que les doctrines nucléaires existantes ne seront pas mises au rebut, le monde continuera de vivre sous l'épée de Damoclès de la course aux armements nucléaires et de l'escalade de la menace nucléaire. L'élimination totale des armes nucléaires est la seule garantie absolue contre l'utilisation ou la menace d'utilisation de ces armes.

2. Les États dotés d'armes nucléaires doivent concrétiser l'engagement sans équivoque qu'ils ont pris en 2000 d'éliminer complètement leurs armes nucléaires. Les 13 mesures à prendre pour mener une action systématique et progressive en vue d'appliquer l'article VI devraient être intégralement mises en œuvre, conformément aux principes de transparence, de vérifiabilité et d'irréversibilité. Les États dotés d'armes nucléaires devraient être exhortés à entreprendre des négociations sur un programme d'élimination progressive et complète de leurs armes nucléaires assorti d'un calendrier précis et comprenant une convention relative aux armes nucléaires. Il convient également de ne pas oublier la conclusion unanime de la Cour internationale de Justice, selon laquelle il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à leur terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace.

3. Le Mouvement des pays non alignés propose à la Conférence de fonder son examen de la question sur le plan d'action suivant pour l'élimination des armes nucléaires selon un calendrier précis et au moyen des mesures et actions concrètes ci-dessous. La liste des mesures relevant de chaque phase est indicative et non exhaustive et l'ordre de présentation ne reflète pas nécessairement celui de priorité. Il n'en demeure pas moins entendu que, dans tout programme pour le désarmement nucléaire, toutes les mesures et actions à prendre sont indissociables les unes des autres.

---

\* Publié précédemment sous la cote NPT/CONF.2010/WP.47.



## Plan d'action

### Première étape – 2010-2015

#### A. Mesures visant à réduire la menace nucléaire

4. Ouverture immédiate et concomitante de négociations permettant d'atteindre rapidement les résultats suivants :

a) Conclusion d'un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires. On veillera à ce que les négociations soient menées sur la base du mandat formulé dans le rapport Shannon tel qu'il a été approuvé lors des Conférences des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1995 et de 2000;

b) Arrêt du perfectionnement des armes nucléaires par le biais d'accords sur :

i) La cessation de tous les essais nucléaires (ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, à commencer par les États dotés d'armes nucléaires), l'entrée en vigueur du Traité dans les meilleurs délais et la fermeture de tous les polygones d'essais d'armes nucléaires;

ii) Des mesures visant à prévenir l'utilisation de nouvelles technologies en vue de la modernisation des systèmes d'armes nucléaires existants, notamment l'interdiction de la recherche-développement sur les armes nucléaires;

c) Examen par les États dotés d'armes nucléaires de leurs dispositifs nucléaires, pour que les armes nucléaires n'aient plus de place dans leurs politiques militaires et de sécurité;

d) Adoption d'un instrument juridiquement contraignant, issu de négociations multilatérales, universel et sans condition, garantissant les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace d'emploi d'armes nucléaires;

e) Conclusion d'une convention interdisant inconditionnellement l'emploi ou la menace d'emploi d'armes nucléaires;

f) Convocation d'une conférence internationale « le plus vite possible » en vue de conclure un accord sur un programme d'élimination progressive et complète des armes nucléaires assorti d'un calendrier précis et notamment une convention relative à l'élimination des armes nucléaires;

g) Pleine mise en œuvre des Traités de Tlatelolco, Rarotonga, Bangkok, Pelindaba et du Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale et institutionnalisation du statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie, y compris signature et ratification par les États dotés d'armes nucléaires et d'autres États des protocoles annexés à ces traités, et établissement de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires;

h) Établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient et mise en œuvre de la résolution 60/92 sur le Moyen-Orient adoptée en 1995 par l'Assemblée générale en vue de réaliser pleinement ses buts et objectifs;

i) Déclarations claires et vérifiables des États sur leurs stocks d'armes nucléaires et des matières pouvant servir à la fabrication d'armes nucléaires, et

accord sur un mécanisme multilatéral de contrôle des réductions individuelles, bilatérales ou collectives des arsenaux nucléaires des États dotés d'armes nucléaires;

j) Réduction du niveau de disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires.

## **B. Mesures visant au désarmement nucléaire**

5. Pleine exécution par les États dotés d'armes nucléaires de leurs engagements et obligations en matière de désarmement aux termes du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, y compris ceux convenus lors de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000. Accélération du processus de négociation, conformément à l'article VI, et mise en œuvre des 13 mesures pratiques.

6. Conclusion des négociations sur des réductions supplémentaires des arsenaux nucléaires (Pourparlers sur la réduction des armes stratégiques).

7. Moratoire sur la production de matières fissiles, dans l'attente de la conclusion du traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

8. Soumission aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) des matières fissiles nucléaires à but militaire réaffectées à un usage pacifique par les États dotés d'armes nucléaires.

9. Ouverture officielle en 2010 de la « Décennie du désarmement nucléaire 2010-2020 » et lancement des activités visant à atteindre ses objectifs.

## **Deuxième étape – 2015-2020**

### **Mesures visant à réduire les arsenaux nucléaires et à promouvoir la confiance entre les États**

10. Entrée en vigueur du traité sur l'élimination des armes nucléaires et mise en place d'un système de vérification multilatéral unique et intégré pour garantir son respect, comportant les mesures suivantes :

- a) Séparation des têtes nucléaires de leurs vecteurs stratégiques;
- b) Stockage des têtes nucléaires en lieu sûr, sous contrôle international en attendant que les matières nucléaires spéciales soient retirées des têtes; et
- c) Conversion des matières nucléaires, y compris les matières fissiles et les vecteurs, pour qu'elles servent à des « usages pacifiques ».

11. Réalisation, sous contrôle international, d'un inventaire des arsenaux nucléaires, portant notamment sur les matières fissiles, les têtes nucléaires et leurs vecteurs.

12. Réduction graduelle et équilibrée des missiles conçus pour porter des têtes nucléaires.

13. Recommandation de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020 tendant à lancer la « Décennie de l'élimination totale des armes nucléaires en 2020 ».

### **Troisième étape : 2020-2025 et au-delà**

#### **Mesures visant à ce que le monde reste exempt d'armes nucléaires**

14. Pleine mise en œuvre du Traité pour l'élimination de toutes les armes nucléaires, ainsi que de son régime de vérification, grâce aux mesures suivantes :

- a) Élimination de toutes les armes nucléaires;
  - b) Reconversion de toutes les installations de production d'armes nucléaires à des « fins pacifiques »;
  - c) Application universelle des garanties relatives aux installations nucléaires.
-